

SUJET : HOPITAL PHARMACIEN SNPHEU HPST ACHATS CHT**Le SNPHEU opposé à une "massification" des achats pharmaceutiques**

(Par l'envoyée spéciale d'APM, Sabine NEULAT-ISARD)

LILLE, 16 septembre 2010 (APM) - Le président du Syndicat national des pharmaciens praticiens hospitaliers et praticiens hospitaliers universitaires (SNPHEU), le Pr Philippe Arnaud, s'est déclaré opposé à une "massification" des achats pharmaceutiques au plan national.

Le Pr Arnaud est intervenu jeudi lors des cinquièmes Rencontres convergences santé hôpital qui se déroulent à Lille jusqu'à vendredi.

Il s'est élevé contre un passage par des groupements d'achats nationaux, comme celui qui existe pour les CHU, pour les achats de médicaments.

Ces groupements "sont contraires à toute logique de régionalisation" qui est pourtant prônée dans la loi hôpital, patients, santé et territoires (HPST), a-t-il indiqué.

"Imaginez un CHU achetant un médicament, puis le patient allant dans un CH avec un autre médicament et retournant à son domicile avec un autre (...), je n'imagine même pas ce qui peut se passer avec les produits d'origine biologique dont la traçabilité est particulièrement importante", a-t-il lancé en se disant favorable à des démarches régionales.

Cette position intervient alors que le ministère de la santé prépare un plan national pour la "performance des achats hospitaliers" qui doit être ciblé en particulier sur les achats médicaux (cf dépêche APM SNNI9003), note-t-on.

Les pharmaciens hospitaliers sont également très inquiets de la tendance grandissante à sous-traiter des activités, comme la stérilisation, à des sociétés privées, a indiqué le président du SNPHEU.

"Les contraintes opposées aux établissements de santé doivent s'appliquer à tous. Nous exigeons que la qualité de ces sous-traitants soit au moins égale", a-t-il revendiqué.

Philippe Arnaud a également estimé que les pharmaciens des hôpitaux étaient "les grands oubliés" de la loi HPST.

Il a craint que la loi ne conduise à "déréglementer l'organisation de l'hôpital" et que tous les hôpitaux ne s'organisent pas de la même façon.

Comme les autres présidents de syndicats présents, il s'est dit "peu satisfait" du décret sur les commissions médicales d'établissement (CME).

Evoquant les projets de création de communautés hospitalières de territoire (CHT), il a assuré que tous les professionnels étaient d'accord pour travailler "ensemble" et "améliorer l'efficacité".

Mais les pharmacies des établissements doivent perdurer pour assurer les missions de proximité du pharmacien au sein de l'équipe de soin, cette proximité étant garante de la sécurité sanitaire, a-t-il souligné.

Pour le SNPHPU, d'autres missions doivent être réfléchies au niveau d'une CHT, par exemple dans une pharmacie d'usage intérieur (PUI) de territoire.

san/ab/APM polsan
redaction@apmnews.com

SNNIG007 16/09/2010 18:04 ACTU VIP